

Initiatives ministérielles

• (1720)

Supposons qu'ils aient un employeur généreux qui verse le même montant qu'eux, soit 3 500 \$. Leur cotisation maximale à un régime de pension est de 7 000 \$ par année.

M. McDermid: Vous vous trompez.

M. Barrett: Je me trompe. Nommez-moi un employeur dont les cotisations sont supérieures à celles de l'employé.

Mon cher collègue, vous pouvez continuer à faire ce genre de déclarations, mais le contribuable canadien commence à comprendre que le gouvernement est dirigé par les riches et pour les riches. Aucune autre mesure législative ne le prouve aussi clairement.

L'éditorialiste du *Toronto Star* ajoute: «Selon les nouvelles propositions de Wilson, Ottawa offrirait de l'aide financière à tous les travailleurs canadiens pour qu'ils se créent un petit pécule qui leur permettra, quand ils seront à la retraite, de maintenir leur pension au niveau maximal de 60 000 \$ par an.» Pour ce faire, il offrirait son aide surtout aux contribuables au revenu le plus élevé. Celui qui gagne 20 000 \$ par année pourrait profiter d'un allègement fiscal de 1 200 \$ comparativement à un allègement d'environ 7 500 \$ pour le contribuable qui touche plus de 86 000 \$ par année.»

Pensez-y. C'est le point que je tente de faire valoir. Si vous gagnez plus de 86 000 \$ par an, vous versez 50 p. 100 de votre revenu en impôt. Mais si vous réduisez votre revenu en cotisant 15 500 \$ à un REER, ce que vous serez en mesure de faire ultérieurement, vous économisez 7 500 \$ en impôt. Ce n'est pas comme si vous déposiez simplement 15 500 \$ à la banque. C'est comme si vous mettiez 23 000 \$ à la banque, étant donné l'économie de 7 500 \$ que vous réalisez.

Quand les taux d'intérêt sont élevés, qui, croyez-vous, s'enrichit avec ce genre de régime? Vous adhérez à un REER dans lequel vous versez 15 000 \$ par an à un taux minimal de 11 p. 100 sur le marché actuel et vous pouvez vous attendre à doubler votre investissement en cinq ans. Les riches se frottent les mains. Les pauvres, qui sont payés 10, 15 ou 20 \$ l'heure, finissent par subventionner cette mesure, car l'impôt perçu des riches n'est pas là, il va s'ajouter aux 71 milliards de dollars qui sont déjà investis dans des REER.

Pourquoi ne pas utiliser l'argent investi dans les REER? Si le gouvernement a l'intention de protéger cet

argent pour les riches, pourquoi ne pas l'employer à des fins sociales et économiques? Pourquoi ne pas émettre des obligations municipales qui permettraient aux municipalités sous l'égide des gouvernements fédéral et provincial, d'emprunter un REER jusqu'à concurrence de 50 000 \$, somme qui rapporterait 5 p. 100 garanti pendant dix ans, tout en permettant au détenteur de l'obligation de la retirer à la fin de son REER avec 50 p. 100 de la valeur du capital investi, plus le montant total de l'impôt gagné, et utiliser ces obligations pour le réaménagement des municipalités de tout le pays? Cet argent pourrait servir à la construction de logements à prix abordable et à la réfection des routes, des ponts, des égouts et des trottoirs dans tout le pays. S'il faut accorder aux riches ces énormes avantages fiscaux, la morale voudrait qu'en contrepartie, nous ayons au moins le droit d'affecter cet argent à des fins sociales et économiques d'un bout à l'autre du pays.

Il y a cinq ans, l'Association canadienne des municipalités a déclaré que la réfection des routes, des égouts et des trottoirs dans tout le pays procurerait du travail pendant quinze ans. Dans l'intérêt du Canada rural et des petites villes qui sont les victimes d'une économie centralisée sous un gouvernement de droite monétariste qui s'est montré indifférent et négligent, on pourrait utiliser l'argent des REER à des fins sociales et ainsi doter les villes déjà existantes de structures convenables.

Pourquoi une partie de cet argent ne pourrait-elle pas financer des hypothèques à intérêt modéré? Nous pourrions prêter l'argent. Cette suggestion est loin d'être radicale, car, aux É.-U., les deux administrations républicaine et démocrate ont approuvé des émissions d'obligations garanties par le gouvernement au taux de 5 p. 100 à des fins municipales. Même l'administration Reagan, qui a succombé au mythe des théories monétaristes, n'a jamais touché à une telle proposition émanant d'une administration démocrate.

Je propose l'adoption d'une forme particulière d'investissement qui permettrait aux gens de réaffecter les fonds qu'ils ont investis dans leurs REER. Les riches n'en deviendraient pas plus riches pour autant. On ne pourrait consacrer plus de 50 000 \$ d'un REER à l'achat de ces obligations municipales. Non que j'approuve ces changements et que je pense qu'ils devraient être adoptés par la Chambre, mais je sais que la majorité irréfléchie des conservateurs qui va stupidement poursuivre cette politique n'a aucune idée du tort psychologique et financier qu'elle cause à l'économie avec tout cet argent qui stagne